



La ministre fédérale allemande du Développement, Mme Svenja Schulze, assumera la présidence de l'Alliance Sahel

Le 10 juillet 2023, la ministre fédérale allemande du Développement, Mme Svenja Schulze, assumera la présidence de l'Alliance Sahel (voir encadré). L'alliance coordonne le soutien international dans les cinq pays du Sahel que sont la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Le volume des fonds alloués à tous les investissements et initiatives des membres de l'Alliance Sahel s'élève à près de 28 milliards d'euros. Il fait de l'Alliance Sahel la plus grande alliance internationale de bailleurs dans la région.

La région du Sahel dispose d'abondantes ressources naturelles, de possibilités supplémentaires de production agricole jusqu'ici inexploitées, d'une population jeune et d'un potentiel énorme en matière d'énergies renouvelables. En même temps, elle est affectée par la pauvreté et par des crises multiples : des sécheresses dues au changement climatique, le terrorisme transfrontalier, la fragilité des États, des mouvements migratoires dans la région, ainsi que l'insécurité alimentaire provoquée également par la guerre d'agression russe.

LES OBJECTIFS DE LA PRESIDENCE ALLEMANDE

Pour la ministre Mme Schulze, la sécurité intérieure et la protection sociale sont indissociables. En effet, ce sont souvent la pauvreté et le manque de perspectives qui poussent les jeunes dans les bras de groupes à tendance violente.

C'est pourquoi Mme Schulze entend s'investir dans le cadre de sa présidence afin de :

- « **Deliver better** » : l'Alliance Sahel devra travailler davantage à améliorer la situation de la population dans la région. Par ailleurs, le Sahel devient de plus en plus une zone d'intérêt pour

la Russie et l'extrémisme continue de se propager. Agissant de concert, l'Alliance Sahel a la volonté et la capacité d'y faire contrepoids.

- « **Coordinate stronger** » : les initiatives et programmes destinés à soutenir la région doivent s'imbriquer davantage afin d'obtenir plus de résultats pour les populations.
- « **Communicate jointly** » : il s'agit d'œuvrer ensemble pour rendre l'engagement de l'Alliance Sahel plus visible dans les pays partenaires. L'objectif poursuivi est également de parler d'une seule voix avec les gouvernements au Sahel.

PARMI LES PRIORITÉS FIGURENT :

1. Trouver des issues à la crise en offrant plus d'éducation, de formation et d'emploi :

l'éducation et l'emploi rendent les personnes indépendantes des offres de groupes extrémistes. En effet, la plupart des jeunes au Sahel ne se laissent pas recruter par des groupes terroristes à cause de leur conviction religieuse. Souvent ils ont simplement besoin d'un revenu. Un nouveau programme de l'Alliance Sahel vise à proposer des offres éducatives et de formation supplémentaires.

2. Rendre les sociétés résilientes à travers la protection sociale et la sécurité alimentaire:

la protection sociale renforce l'autopromotion locale. À travers l'Alliance Sahel, les systèmes nationaux de protection sociale de base sont développés, dans le but de permettre aux populations de mieux amortir les crises et les chocs climatiques. Par ailleurs, l'Alliance Sahel fera avancer des solutions à long terme pour assurer la sécurité alimentaire dépassant la fourniture d'aide d'urgence. Dans cette perspective, il est prévu, à titre d'exemple, d'élargir l'Initiative Résilience lancée conjointement avec le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF. L'initiative forme, par exemple, des agriculteurs et agricultrices à des techniques permettant de cultiver de la nourriture également dans des zones sèches de sorte qu'ils puissent s'auto-alimenter. En effet, il ne suffit pas à long terme de fournir des sacs de céréales et des réservoirs d'eau.

3. Refouler les espaces échappant au contrôle de l'État et assurer un approvisionnement de base aux populations :

des structures communales fortes créent un climat de confiance et instaurent la cohésion sociale. Elles permettent de fournir les biens de première nécessité tels que l'eau, des soins de santé, l'éducation scolaire et des marchés. Ceux-ci permettent aux populations au Sahel de s'assurer des moyens de subsistance et des sources de revenu, tout en éliminant le terreau de l'extrémisme. C'est pourquoi l'Alliance Sahel renforcera son appui aux structures communales.

Le préalable pour parvenir à une amélioration sur le long terme de la situation est d'impliquer la population dans son ensemble. Par conséquent, la ministre Mme Schulze accordera pendant sa présidence une attention particulière à l'autonomisation des filles et des femmes. Ce sont souvent elles qui génèrent le revenu et qui sont responsables de

l'approvisionnement de la famille. Les prendre particulièrement en considération est un impératif humain qui s'impose également pour des raisons de politique de développement.



G5-SAHEL

Dans le but de mieux faire face aux défis dans la région du Sahel et de se concerter plus étroitement sur des questions économiques, sociales et écologiques, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad se sont regroupés en 2014 pour former l'alliance régionale du G5 Sahel. Le Mali a déclaré son retrait du G5 Sahel jusqu'à nouvel ordre. Le siège de l'organisation se trouve à Nouakchott (<https://www.g5sahel.org/>).



SAHEL-ALLIANZ

L'Allemagne, la France et l'Union européenne ont créé l'Alliance Sahel en juillet 2017 afin de mieux appuyer les pays du G5 Sahel par la coopération au développement. D'autres États et organisations s'y sont joints peu après. L'Alliance Sahel compte aujourd'hui 18 membres et neuf observateurs (<https://www.alliance-sahel.org/en/>). Avant l'Allemagne, l'Espagne (M. Albares, ministre espagnol des affaires étrangères) avait assuré la présidence. Le portefeuille de tous les membres de l'Alliance Sahel comprend plus de 1 300 projets. En 2022, il s'élevait à un volume de fonds de l'ordre de 28 milliards d'euros. La majeure partie de ces fonds alimente quatre domaines : la bonne gouvernance, la décentralisation et les services de base, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie.

PUBLIÉ PAR Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Division Presse

MISE À JOUR Juillet 2023

CONTACT presse@bmz.bund.de
www.bmz.de

SIÈGES DU MINISTÈRE

BMZ Berlin
Stresemannstraße 94
10963 Berlin
Allemagne
T +49 (0)30 18 535-2870

BMZ Bonn
Dahlmannstraße 4
53113 Bonn
Allemagne
T +49 (0)228 99 535-0